

Qui pour biberonner le bébé de Milquet, son Pacte d'excellence?

LE RÉSUMÉ

Le nom du successeur de Joëlle Milquet n'a toujours pas été révélé.

La com' de Benoît Lutgen, le président du cdH, a été bouleversée par la démission de Galant.

Mais surtout, au vu des défis qui attendent le nouveau ministre de l'Enseignement, le candidat idéal peine à se révéler.

NATHALIE BAMPIS

C'est un gros lapin que Benoît Lutgen, le président du cdH, doit sortir de son chapeau. Qui pour remplacer le poids lourd politique qu'est Joëlle Milquet? Qui pour remplacer une ministre qui cumulait trois maroquins (Enseignement, Petite enfance et Culture), pesant pour plus de 75% dans le budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles?

Depuis sa démission, lundi dernier, le suspense dure. L'autre démission ministérielle, celle de Jacqueline Galant vendredi, est venue compliquer la communication du cdH. Impossible de savoir si, dans la tête de Lutgen, les choses sont claires. Il ne dit rien. À personne. Et laisse circuler les scénarios. Des pistes qui paraissent assez limpides en début de semaine perdent en crédibilité avec le temps. Marie-Martine Schyns, qui a déjà occupé le poste, et qui connaît les remplacements au pied levé (elle était venue à la rescousse suite au départ de Marie-Dominique Simonet en 2013)? Elle est toujours dans la course, mais pourquoi alors ne pas l'avoir annoncé plus tôt? Maxime Prévot, actuelle-

ment ministre wallon des Travaux publics, de l'Action sociale, de la Santé et du Patrimoine, aurait été un autre candidat idéal. Il aurait refusé, dit-on. Plusieurs autres noms ont circulé: Catherine Fonck, actuelle-

ment chef de groupe à la Chambre, ou encore Céline Fremault, ministre bruxelloise de l'Environnement. René Colin, actuellement ministre «double casquette» (Sport à la FWB et Agriculture à la Région) pourrait aussi venir en appoint pour reprendre une partie des compétences de Milquet.

Un nouveau nom?

Et pourquoi pas Julie De Grootte, se demandent certains proches des dossiers Enseignement? La jeune femme cumule quelques atouts: Bruxelloise, fine connaissance des matières de l'enseignement, et de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans son ensemble. Mais aura-t-elle les épaules pour, à la fois tenir tête au partenaire socialiste du gouvernement et pour poursuivre les (très nombreux) chantiers lancés par Joëlle Milquet?

Pas sûr. Car les dossiers qui se sont accumulés sur le bureau de la ministre sortante sont de taille. Parfois polémiques, comme les cours de

citoyenneté ou le décret Inscription à réformer. Mais le plus gros, c'est le Pacte d'excellence. Il arrive dans la phase la plus délicate, celle des choix et des arbitrages politiques.

Ce cher Pacte

Ce dossier est d'autant plus crucial qu'il a été monté avec l'appui (financier) du secteur privé. Il est de notoriété publique que le bureau de consultance McKinsey a activement participé au chantier du Pacte. Mais pas gratuitement: un montant de 8 millions d'euros, non confirmé, circule. Qui paie cette lourde facture?

Pas la FWB, complètement désargentée. Ce sont des mécènes privés, dit-on de source sûre. Lesquels? Motus et bouche cousue.

En attendant, le chantier doit être mené à son terme. Et habilement. Avant le 21 juillet, il s'agit de trancher dans les propositions émises par les groupes de travail (il y en a près de 150), et fixer les priorités. C'est la tâche du «groupe central» du Pacte, qui réunit des représentants syndi-

caux, des pouvoirs organisateurs et des parents. Ce groupe a encore travaillé d'arrache-pied la semaine dernière, trois jours durant, malgré que Joëlle Milquet ait rendu son tablier. Business as usual. Ce travail se fait aussi en collaboration avec McKinsey, qui s'occupe de l'analyse des impacts, que ce soit en termes d'efficacité ou de faisabilité.

Après, viendra le tour des arbitrages politiques avec le gouvernement. Et donc, le partenaire socialiste. Le successeur de Milquet devra avoir les épaules solides pour négocier avec le partenaire socialiste. Car en matière d'enseignement, PS et cdH ne défendent pas toujours les mêmes intérêts ou les mêmes orientations...

Et en septembre, il faudra mettre le Pacte en musique. Rédiger les plans d'action, définir le chemin qui mène aux bons résultats. «Pour y arriver, il faudra une personne avec une implication politique aussi forte que celle de Milquet», dit un proche du dossier. Ça ne va pas être facile...

Les dossiers qui se sont accumulés sur le bureau de la ministre sortante sont de taille. Parfois polémiques, comme les cours de citoyenneté ou le décret Inscription.